



Déclaration du Forum populaire Kyoto

pour la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto au Québec

29 mai 2004

Préambule

Les projets de centrales thermiques du Suroît et de Bécancour témoignent d'un virage inquiétant dans les orientations d'Hydro-Québec. Il en va de même du projet d'extraction de gaz et de pétrole dans le golfe Saint-Laurent. Ce « virage au gaz » d'Hydro-Québec est incompatible avec la lutte au réchauffement planétaire, un objectif qui fait consensus parmi les 122 pays (incluant le Canada) qui ont ratifié le Protocole de Kyoto.

Plusieurs sondages démontrent une opposition claire de la population québécoise (80% contre le Suroît) et selon un sondage Léger Marketing de février 2004, 53 % des Québécois souhaitent le développement de l'énergie éolienne comme alternative.

Par ailleurs, le Québec dispose d'un important potentiel d'efficacité énergétique qui est systématiquement négligé par Hydro-Québec depuis plus d'une décennie. Nous gaspillons également l'énergie dans le domaine des transports, secteur responsable de 40% des émissions de gaz à effet de serre (GES) au Québec.

Déclaration

Considérant que :

- Le gouvernement du Québec n'a pas respecté la plupart des engagements inscrits dans le *Plan d'action québécois sur les changements climatiques 2000-2002* et qu'aucune mise à jour de ce Plan d'action n'existe actuellement ;
- Le Canada, appuyé par l'Assemblée nationale du Québec et plusieurs grandes villes du Québec, a ratifié le Protocole de Kyoto qui prévoit une réduction d'au moins 6% des émissions de GES de 1990 d'ici 2010 ;
- Depuis 1992, le gouvernement du Québec se retire du financement de l'exploitation du transport en commun et que l'accessibilité et la qualité des services de transport en commun ont grandement diminué dans la majorité des centres urbains du Québec ;
- La centrale thermique nucléaire Gentilly II a vieilli et qu'Hydro-Québec doit décider en 2005 de la fermer ou de dépenser, pour en refaire le cœur, environ 1 milliard \$ - somme qui serait beaucoup mieux investie dans le développement de l'énergie éolienne qui ne génère pas de déchets radioactifs.

Nous, signataires de cette déclaration, sommes d'avis que le Québec doit s'engager dès maintenant dans des stratégies viables dans les secteurs de l'énergie et des transports. Nous refusons la voie polluante et destructrice de l'environnement dans laquelle nous entraîneraient des projets comme ceux du Suroît et de Bécancour :

1 - Nous disons NON aux projets d'énergie thermique non renouvelable (Projets du Suroît et de Bécancour, réfection de Gentilly II) ;

Nous proposons plutôt que le gouvernement investisse dans une vaste campagne d'éducation et de sensibilisation du public sur les bouleversements liés aux changements climatiques ainsi que sur la nécessité d'économiser l'énergie sous toutes ses formes.

2 - Nous disons OUI à un financement adéquat du transport en commun ;

Pour y parvenir, nous proposons que le gouvernement mette en place rapidement un nouveau cadre financier favorable au transport en commun pour toutes les régions urbaines du Québec, qu'il augmente la contribution des automobilistes au financement du transport en commun et qu'il mette en place des mesures de soutien au covoiturage et au partage de véhicules.

3 - Nous disons NON au gaspillage de l'énergie et des ressources, et OUI aux économies d'énergie ;

Nous proposons au gouvernement de confirmer la pertinence de la mission de l'Agence de l'efficacité énergétique en haussant son budget de façon significative. L'Agence pourrait alors adopter un vigoureux programme d'efficacité énergétique avec des normes plus strictes dans le domaine du bâtiment, tout en offrant un soutien financier à la rénovation.

4 - Nous disons OUI à un développement rapide de l'énergie éolienne au Québec ;

Nous proposons au gouvernement d'adopter un ambitieux programme de développement de l'éolien avec pour objectif une puissance d'au moins 4 000 MW supplémentaires d'ici 2010.

5 - Nous disons OUI à un contrôle plus strict de la pollution des véhicules automobiles ;

Nous proposons au gouvernement de mettre en place un programme obligatoire d'inspection et d'entretien pour tous les véhicules, d'imposer des frais d'immatriculation proportionnels à la cote de consommation des véhicules, et finalement d'instaurer un programme d'éducation et de sensibilisation des nouveaux automobilistes aux impacts environnementaux de la conduite automobile et à la conduite « éco-responsable ».

6 - Nous disons NON à l'exploration gazière et pétrolière dans le fleuve Saint-Laurent.

Nous proposons plutôt au gouvernement de recentrer la mission d'Hydro-Québec sur le développement des énergies renouvelables (éolienne, géothermique, hydroélectrique, solaire) lorsque les projets sont socialement acceptables ; il faudrait par ailleurs mettre en place des mesures concrètes pour assurer la survie des mammifères marins qui se trouvent dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent.

Liste des signataires : (page suivante)

Liste des signataires (d'autres s'ajouteront dans les prochains jours) :

André Bélisle, président
Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique

Daniel Breton
Coalition Québec Vert Kyoto

Sœur Esther Champagne
Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises

Les Cowboys fringants

Françoise David

Richard Gendron, anthropologue

Steven Guilbeault
Greenpeace

Dr Amir Khadir, président
SUCO

Jacques Languirand

Dr Francine Léger
Collège québécois des médecins de famille

Harvey Mead, président
Union québécoise pour la conservation de la nature

Hubert Reeves, astrophysicien

Pierre Séguin, vice-président
Centrale des syndicats du Québec

Dr Réjean Thomas, président
Clinique l'Actuel
Médecins du Monde Canada